

La stratégie déchets toujours contestée

La nouvelle stratégie de gestion des déchets de l'Agglomération de l'Auxerrois a été la cible, samedi, d'une manifestation à Auxerre.

Delphine Toujas
delphine.toujas@centrefrance.com

Plus de six mois après l'adoption en conseil communautaire d'une nouvelle stratégie déchets de l'Agglomération de l'Auxerrois, la contestation ne faiblit pas. À l'appel du collectif AuxR_M sa collecte en porte-à-porte, une manifestation a rassemblé plus de 300 personnes, samedi, à Auxerre. Venant des quatre coins de l'Auxerrois avec pancartes et même plusieurs poubelles, ils ont dénoncé la fin de la collecte des déchets en porte-à-porte et le passage de sept déchèteries actuelles à deux, ainsi qu'une mobile.

Des retours d'expérience négatifs

Au sein du cortège, qui a remonté la rue du Temple, de la place de l'Arquebuse à la fontaine Cadet-Roussel, les motifs d'inquiétude ne manquent pas. « La problématique de l'accès et de la mobilité pour des personnes âgées ou handicapées », pour Guy, de Monéteau. « Une régression » aux yeux de Christine et Pierre, venus de Champs-sur-Yonne, qui jugent plus efficaces d'appliquer la loi imposant un ramassage dédié des biodéchets « pour réduire le volume des déchets mais aussi les odeurs, et



MANIFESTATION. Des poubelles, dites en colère, ont aussi montré leur opposition dans la rue. PHOTO DELPHINE TOUJAS

ainsi réduire le passage du ramassage ». Un « non-sens écologique », résume, quant à lui, Anthony.

D'autres ont déjà expérimenté les points d'apport volontaires et tirent un bilan négatif, comme Jean-Marc, résident d'Appoigny. « Je les connais sur l'autoroute par rapport à mon travail et ça ne fonctionne absolument pas, explique-t-il. Le tri n'est plus respecté, il y en a partout à côté et les coûts ne cessent d'augmenter. Pour résumer, plus le

système est simple, plus il est respecté et inversement. Pour réduire les déchets, il faudrait plutôt s'attaquer à la racine. Je pense particulièrement aux industriels avec leurs emballages surdimensionnés. » Catherine, une Auxerroise qui a connu ce système du côté de Narbonne (Aude), ajoute : « En plus de la présence de rats, ça pue l'été. »

Le collectif rassemblant habitants et élus a aussi présenté ses contre-propositions détaillées, déjà déposées dans des boîtes

aux lettres du territoire. Celles-ci s'appuient sur la réduction des déchets grâce au réemploi, le traitement et la valorisation des biodéchets, ou encore le maintien et la modernisation des déchèteries existantes. Ces équipements sont revenus dans la bouche de quelques manifestants du jour. Certains regrettent la fermeture depuis quelques semaines de la déchèterie de Val-de-Mercy. Elle se situe sur le territoire de la Puisaye-Forterre mais est gérée par l'Auxerrois,

depuis la dislocation de l'ex-Pays du Coulangeois.

Les déchèteries également dans le viseur

Portée par son président et le maire d'Auxerre, la volonté de l'Agglo de l'Auxerrois est que la Puisaye-Forterre la récupère. « Laisser croire qu'un territoire comme le nôtre peut avoir sept déchèteries, c'est leurrer les gens », a affirmé Crescent Marault lors du dernier conseil communautaire. En attendant une éventuelle reprise par son voisin, la déchèterie est fermée. Un crève-cœur pour Jean-Noël Loury, le maire de Val-de-Mercy, qui a été à l'initiative de sa construction. « Actuellement, les habitants sont déboussolés et désemparés, détaille-t-il, contrarié de voir sa déchèterie fermée. C'est un outil performant et accessible. Les usagers du secteur sont contraints d'aller sur Molesmes. Crescent Marault veut la rétrocéder à la Puisaye-Forterre, qui semble être favorable. Les négociations sont en cours mais le changement pourrait être acté lors du conseil communautaire poyaudin du 29 avril. »

Initiateur d'un recours en annulation au tribunal administratif de Dijon contre la délibération, Auxerre Écologie Solidarité indique que l'instruction se poursuit jusqu'au 15 mai prochain, avant un délibéré dans les mois suivants. De son côté, l'Auxerrois avait justifié sa nouvelle stratégie notamment par la crainte d'une explosion des dépenses de traitement des déchets. ■